

## MANUEL VALLS À ALGER

## Une visite sous tension

**Le Premier ministre français, Manuel Valls, effectue à partir d'aujourd'hui samedi une visite de deux jours à Alger. Il vient à la tête d'une forte délégation, comprenant notamment une dizaine de ministres. Mais sa visite coïncide avec une dégradation brutale des relations entre Alger et Paris, un contexte d'une vraie crise diplomatique qui a culminé mercredi dernier avec les protestations officielles de l'Algérie, exprimées par le ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur français convoqué à cet effet.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - L'objet de la protestation, selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères, concerne «la campagne de presse hostile à l'Algérie et à ses institutions, menée en France et dans différents médias et à travers d'autres activités publiques».

Le ton utilisé par Ramtane Lamamra est, pour le moins, cinglant ! «Ladite campagne malveillante et fallacieuse — que l'évocation de la liberté de la presse ne saurait aucunement justifier — a atteint son paroxysme avec des manipulations diffamatoires dirigées contre l'institution présidentielle». Cela étant, le ministre des Affaires étrangères insistera, auprès de son interlocuteur, l'ambassadeur français, sur «la nécessité morale et politique que des autorités françaises qualifiées marquent clairement leur réprobation de cette campagne qui est incompatible avec la qualité et le niveau des relations algéro-françaises». En d'autres termes, Alger accuse ouvertement Paris d'avoir «suscité» cette campagne. Il est d'ailleurs tout de même curieux que, dans plusieurs médias français, de droite comme de gauche, les mêmes éléments de langage caractérisent tous les sujets sur l'Algérie. Jeudi dernier, deux autres ministres dénonçaient, à partir de l'Assemblée populaire nationale, cette même campagne.

D'abord le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui. Puis, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb. Ce dernier, qui fait l'objet d'un lynchage médiatique d'une rare violence, en France, au sujet de l'affaire Panama Papers, qu'il démentira par ailleurs via la société luxembourgeoise qui gère ses affaires, n'a pas hésité à accuser les lobbies de l'industrie outre-mer.

Lors de son passage devant la commission des affaires économiques de l'Assemblée, Bouchouareb affirmera que la campagne, que mènent contre lui

les lobbies en France, s'explique par «la nouvelle politique économique du gouvernement».

Citant son propre secteur, il révélera le chiffre de 3,8 milliards de dollars que l'Algérie a économisé en 2015 avec la diminution du volume des importations, notamment dans les filières de l'automobile, du ciment, de l'agroalimentaire et des produits pharmaceutiques. Autrement dit, au détriment des entreprises... françaises ! La France, déclassée par la Chine en 2015 comme premier fournisseur de l'Algérie, et ce pour la première fois depuis 1962, tentera de reconquérir sa place sur le marché algérien, le plus important pour l'industrie et l'agriculture françaises, tandis que sa propre diplomatie fait absolument tout pour que cela n'advienne jamais ! Comment expliquer sinon, le positionnement «francafricain» de Paris par rap-



Manuel Valls, Premier ministre français.

Photo : DR

port au conflit ouvert par Rabat contre le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon ? A chaque fois qu'il s'agit du droit du peuple sahraoui à son autodétermination, à s'affranchir de l'occupation «moyennageuse» de la monarchie alaouite, la France retrouve ses réflexes de la «Franceafrique» hérités de Gaule ! Parfois, et on ne sait pour quelle raison, la «marocanité du Sahara occidental», l'un

des derniers vestiges de la sombre histoire des colonisations dans le monde, est défendue par Paris avec un acharnement qui dépasse celui de Rabat, souvent à court d'arguments !

Cette question du Sahara occidental constitue, du reste, l'origine de la première véritable brouille entre Alger et Paris depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir. Jamais, en effet, les relations algé-

ro-françaises n'ont été aussi apaisées que depuis l'élection de Hollande en mai 2012. Ce dernier avait même effectué deux visites d'Etat à Alger, dont la première, en décembre 2012, a d'ailleurs provoqué la colère de Rabat. Mais cette lune de miel semble tendre vers sa fin, comme l'atteste la dernière visite du ministre français des Affaires étrangères, Jean Marc Ayrault à Alger.

Les désaccords autour de la question du Sahara occidental entre les deux pays étaient tels, qu'ils seront annoncés publiquement par Ramtane Lamamra en conférence de presse, ce qui est inhabituel chez ce diplomate chevronné ! Les entretiens qu'aura Manuel Valls avec Abdelmalek Sellal et, surtout, Abdelaziz Bouteflika, aujourd'hui et demain à Alger, seront-ils de nature à «détendre» un peu l'atmosphère ? Ce qui est certain, en tout cas, est que Alger est déterminé à afficher une attitude de fermeté vis-à-vis de Paris, comme le laisse suggérer le refus d'octroyer des visas à deux journalistes français, dont celui du journal *Le Monde*, pour accompagner Manuel Valls lors de sa visite d'aujourd'hui.

K. A.

## IL RÉFUTE LES ACCUSATIONS DE «PANAMA PAPERS»

## Bouchouareb accuse des «lobbies»

**Quatre jours après le tsunami qui a secoué les puissants ordres établis dans d'innombrables places fortes de la politique et de l'économie mondiales, notre ministre de l'Industrie et des Mines, A. Bouchouareb, mis en cause lui aussi par les Panama Papers, a donc répondu, jeudi, à l'invitation de la commission des affaires économiques de l'APN pour s'expliquer sur son implication dans le scandale.**

Face aux deux élus que sont Smaïn Kouadria, du Parti des travailleurs (PT), et Namane Laouar, de l'Alliance Algérie verte (AAV), Abdeslam Bouchouareb ne s'est pas voulu très prolixe parce qu'il dit préférer se justifier auprès du président de la République auquel il remettra un rapport détaillé «très rapidement». Encore heureux pour ses auditeurs que le ministre ne s'est quand même pas montré totalement muet puisqu'il leur signifiera que ses malheurs de ces derniers jours, il les doit à des parties à l'intérieur et à l'extérieur du pays, des lobbies qu'il a mis à mal, veut-il faire accroire, depuis qu'il s'est assigné le nettoyage du secteur

dont il a la charge. Sans vouloir éclairer la lanterne des deux députés, Bouchouareb évoquera, donc, ces parties qui comploteraient contre l'Algérie dont la nouvelle politique industrielle va à l'encontre de leurs intérêts aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Evidemment, certains trouveront que, pour se défendre, notre ministre de l'Industrie n'a pas trouvé mieux que de réinventer le séculaire «complot ourdi par des mains de l'étranger», rejoignant ainsi des grands de ce monde, tels les proches du président russe qui voient en Panama Papers une opération montée de toutes pièces pour nuire à la personne de

Vladimir Poutine, ou d'autres encore qui ont commencé par nier toute implication, à l'instar du Premier ministre anglais David Cameron, avant d'avouer dans une interview à la chaîne de télévision ITV, jeudi qu'il a détenu dans le passé des parts dans le fonds offshore de son père aux Bahamas.

On rappellera que lundi dernier, au lendemain du début du flot de révélations des Panama Papers, et eu égard à l'ampleur prise par les accusations contre Abdeslam Bouchouareb, la Compagnie d'études et de conseil (CEC), à laquelle le ministre a confié la gestion de son portefeuille, a affirmé par le biais d'un communiqué transmis à l'APS qu'elle était à l'origine de l'initiative de création de la société «Royal Arrival Corp» destinée à la gestion du «patrimoine privé» de M. Bouchouareb, mais cette société «n'a jamais été active» et le ministre «ne possède aucun compte bancaire». Et puis, précise également la CEC, dès

qu'il a appris la constitution de la Royal Arrival Corp, M. Bouchouareb a immédiatement demandé de geler toute utilisation de cette société. L'ouverture du compte bancaire auprès de la filiale genevoise de National Bank of Abu Dhabi n'a, de ce fait, pas été concrétisée, affirme la CEC en insistant sur l'ordre donné par M. Bouchouareb de geler cette société tant qu'il était ministre.

En attendant le désormais fameux rapport qu'il réserve exclusivement au président de la République, il faut croire que le début d'explication fourni par Abdeslam Bouchouareb, jeudi, n'a pas eu tellement le don de remettre en cause les convictions chez toute une population de nos internautes, à travers les réseaux sociaux, convaincue que les accusations révélées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) méritent que la justice y planche. Un autre débat.

M. Azedine

## FFS

## Commémoration de l'assassinat de Ali Mecili et du commandant Si Moussa

**L'heure est, ce week-end, au FFS, à la convocation de l'histoire du parti avec la double commémoration de l'assassinat d'Ali Mecili et du commandant de l'ALN Akkache Amar, dit Si Moussa, l'un des fondateurs du front.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est ainsi que la direction nationale du doyen des partis de l'opposition a tracé un vaste programme commémoratif de ce double événement s'étalant sur trois jours et sur nombre de wilayas du pays. Et parce que le 7 avril a été consacré Journée nationale du militant, en

souvenir de l'assassinat en ce jour de l'année 1987 à Paris, d'Ali Mecili, manière de faire de cette date un moment d'engagement militant et un devoir de mémoire, nombre d'activités, entre conférences, sorties de proximité et recueils ont été programmés à travers le territoire national.

Au moment où une délégation du parti conduite par Ali Laskri, membre de l'instance présidentielle, assistera au recueillement qu'organise la famille d'Ali Mecili, aujourd'hui samedi, au cimetière Père Lachaise, à Paris, à 14h30, à l'occasion du 29<sup>e</sup> anniversaire de son assassinat, le premier secrétaire Mohamed Nebbou a animé, hier vendre-

di, une conférence au centre culturel de Télégma, dans la wilaya de Mila.

Ceci au moment où d'autres membres de la Direction nationale et des parlementaires du parti animeront des rencontres à Chlef, Aïn-Defla, Oran, Blida, Boumerdès, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Mascara, Jijel, Cosntantine, Djelfa, Oum-El-Bouaghi, M'sila.

Pour rappel, Ali Mecili, 47 ans, cet avocat au barreau de Paris, avait été exécuté, le 7 avril 1987, de trois balles par-devant son lieu d'habitation sis au boulevard Saint-Michel. Un crime à propos duquel la justice française a confirmé, en septembre dernier, le non-lieu général rendu dans ce dossier

par une juge d'instruction en novembre 2014. Un non-lieu que la femme et les deux enfants d'Ali Mecili contestent toujours, eux considèrent qu'il s'agit d'un «crime d'Etat».

Par ailleurs, la FFS commémore, aujourd'hui samedi, le 51<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Amar Akkache, dit Si Moussa, commandant de l'ALN et un des fondateurs du FFS, avec nombre de ses compagnons, le 9 avril 1965, à Tiguemounine, dans la commune des Ouacifs. L'année dernière à la même occasion, une stèle commémorative dédiée à ces maquisards et martyrs de la démocratie été inaugurée.

M. K.